



Les Ateliers de la Fondation: groupe Commémorer

*Commémorations, cérémonies: pourquoi commémorer ? Qui et que commémore-t-on ?
Comment commémorer sans lasser ?*

Présidé par **Bruno MAILLARD** (Université de La Réunion) et modéré par **Viviane DAUPHOUD-EDDOS** (Eclore)

La quinzaine de participants a fait part du souhait que la future Fondation :

1. assure de meilleures commémorations de l'esclavage, des traites et de leurs abolitions ;
2. qu'afin d'accomplir cette action, elle exerce une influence significative sur les politiques ;
3. qu'elle favorise, ensuite, l'action des organisations œuvrant en la matière;
4. notamment, en leurs apportant un soutien logistique et financier.

1. Des commémorations repensées

« *Le rassemblement est indispensable à la notion de commémoration* », a rappelé Tony MARDAYE, président du Comité Mémoire Citoyenneté Outre-Mer. A l'occasion du 10 mai, son comité organise une manifestation au cours de laquelle, chaque année, un personnage est mis à l'honneur. Un personnage ayant lutté pour l'abolition de l'esclavage ou étant issu des territoires sur lesquels l'esclavage s'est pratiqué. Cette année, ce fut l'esclave réunionnais Albius ayant découvert le procédé de fécondation de la vanille.

De l'avis des participants, le rassemblement doit aujourd'hui être plus fédérateur (F). Pour cela, la Fondation devrait mieux définir la notion et le concept de commémoration (A). En veillant, également, à ne pas « *racialiser* » la traite transatlantique (C) et en la mettant en perspective avec les autres traites (D).

La Fondation devrait exercer, par ailleurs, son droit de regard sur le suivi des programmes scolaires (E) et diffuser des connaissances sur les figures et événements peu connus (B). Enfin, elle devra mettre en place des commémorations internationales (G).

A) Mieux définir la notion et le concept de commémoration

« *Que commémore t-on ? On ne commémore plus que l'abolition de l'esclavage. A quel moment parle-t-on du souvenir de l'esclavage et des esclaves ? Au niveau de la Guadeloupe, le problème est encore plus grave puisque le 27 mai, c'est la date de l'abolition et le 28, celle du sacrifice de Delgrès. Et, cette année encore, la polémique a tourné au pugilat* », témoigne René BELEDUS, historien, représentant de la Société histoire de la Guadeloupe.

D'ailleurs, pour Emmanuel GORDIEN, président du Comité Marche du 23 mai 98 (CM98) et membre du Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage (CNMHE) « *il y a une guerre de concept* ». « *Il faut noter qu'il y a au moins 3 mémoires : celles des descendants d'esclaves, des ports négriers de l'Ouest et des abolitionnistes de l'Est* ».

Les participants jugent tous nécessaire que la fondation commémore au même titre l'abolition de l'esclavage et ses victimes.

B) Diffusion des connaissances sur les figures et évènements peu connus

Il est nécessaire que la fondation distille plus de connaissances sur les figures et les évènements ayant trait à l'abolition de l'esclavage. L'idée de résistance est jugée comme importante.

Le 4 février, par exemple, mériterait, selon l'un des représentants de l'APECE ancien membre du Comité pour la mémoire de l'esclavage, Marcel DORIGNY, d'être mis en avant. « *Le 4 février, première abolition, résultat de la seule insurrection d'esclaves qui a abouti. Il faut donc se souvenir d'Haïti.* »

C) Ne pas « raciaiser » la traite transatlantique

Il est incontournable que la Fondation veille à ne pas « *raciaiser* » l'esclavage et même qu'elle œuvre pour « *déraciaiser* » l'esclavage. Il ne s'agit pas de Noirs contre Blancs et l'esclavage a concerné d'autres communautés et a également été instauré à d'autres époques.

D) Évoquer les autres traites

Il serait bon que la fondation aborde la question des autres traites, comme la traite transsaharienne et orientale.

E) Vigilance sur le suivi des programmes scolaires

Unaniment, les personnes invitées observent un « *relâchement total* » dans l'enseignement des programmes relatifs à l'esclavage. Elles aimeraient que la Fondation soit vigilante, qu'elle surveille cet apprentissage et celui des répercussions des grands évènements de la métropole dans ses colonies de l'époque.

F) Rassemblement devant être plus fédérateur

La Fondation doit trouver le moyen de réaliser des commémorations qui intéressent l'ensemble des citoyens, au-delà des ultramarins. Le pays ne serait pas la puissance qu'il est aujourd'hui sans l'esclavage. Que chacun s'empare de cette histoire aiderait au mieux vivre ensemble. « *Beaucoup de citoyens ultramarins, descendants d'esclaves, ont une citoyenneté contrariée avec des difficultés identitaires et du ressentiment* » analyse Emmanuel GORDIEN.

Comme Marcel DORIGNY, les participants espèrent « *une date nationale* » avec « *des commémorations dans les établissements scolaires* ».

Cheryl ANN BOLDEN, conservatrice, artiste en résidence à La Villa Mais d'Ici d'Aubervilliers, présidente de l'association du musée diaspora africaine : « *L'enseignement de l'esclavage et ses commémorations devraient se faire à l'école ; de l'école primaire au lycée* ».

Loïc LAPLANE, président de la maison des outre-mer de Lyon : « *C'est l'histoire de France, il faut que les Français s'en emparent.* »

Cette année, il a invité 16 associations africaines à célébrer le 10 mai au centre-ville de Lyon, sur la place des génocides. Après avoir communiqué sur les réseaux sociaux, dans la presse locale et au sein des associations, il a regroupé 150 personnes environ.

La Fondation doit faire en sorte que les commémorations ne soient pas répétitives, que les gens ne se lassent pas. Il faut éviter le "*Mais je suis déjà allé une fois, c'est toujours la même chose, ce n'est pas la peine que je revienne*", renchérit Christophe CHODATON, président d'honneur du CCOM23, UGDO-France.

G) Des commémorations internationales

Plusieurs invités ont émis un souhait : que les commémorations ne soient pas uniquement ultramarines, comme cela est perçu aujourd'hui, mais aient également une touche africaine et plus internationale. A l'instar du prince Guezo, certains, d'origine africaine, déplorent, par exemple, de ne pas être invités dans des lieux symboliques comme le Palais du Luxembourg, par exemple.

Le prince béninois du royaume d'Abomey, Serge GUEZO (Fondation Mémoire de l'humanité) propose d'utiliser des lieux de mémoires au Bénin. Qu'il y ait des échanges : que des Africains se rendent dans l'hexagone afin d'assister aux commémorations et, inversement, que des Français se rendent en Afrique, pour la même occasion. Que des membres des associations étrangères soient invitées dans les commémorations dans l'hexagone. L'ensemble des Français dans le monde, de par les diverses ambassades, pourrait participer aux commémorations.

Christophe CHODATON, « *La Fondation ne peut pas ne regarder que la France, elle doit prendre en compte les autres continents.* »

2. Une influence sur les politiques

Les militants souhaiteraient que la future Fondation puisse sensibiliser les politiques afin qu'ils comprennent l'enjeu de ces commémorations. Ils espèrent que la Fondation pourra aller jusqu'à contraindre les élus refusant totalement et catégoriquement d'y participer à y prendre part.

Témoignage de Sabrina MOULIHOME, présidente d'une association dans l'Oise et membre de l'équipe municipale : « *La municipalité a demandé de choisir entre la date du 10 mai ou du 23 mai. Nous voulions commémorer les deux. Nous avons dû faire un sondage et choisir l'une des deux dates. Nous sommes donc allés au monument aux morts. Pour nous, ce n'est pas le bon endroit. Nous avons demandé un lieu spécifique. Dans un parc, par exemple, qu'un arbre soit planté ou alors que l'on puisse avoir une stèle. Mais toutes nos demandes de subventions et autres ont été rejetées. Aujourd'hui, il n'y a qu'un discours du maire, un dépôt de gerbes au monument aux morts, puis un pot de l'amitié au jus de fruit. J'aimerais que la fondation intervienne.* »

Autre témoignage, celui de Philippe PICHOT, Route des abolitions - pôle mémorial Grand Est : « *Entre 2006 et 2008, le bilan des célébrations du 10 mai est négatif, en totale régression. 60 à 80 rendez-vous sont comptabilisés au niveau national, dans l'hexagone.*

Les manifestations qui ont lieu sont ciblées et isolées et parfois, dans certains endroits, il ne se passe absolument rien. On déplore une absence de lieux. Les élus ne veulent pas célébrer cette date du 10 mai parce que c'est une date clivante. Il faut entendre la réponse des maires. Certains élus disent "Je refuse de faire le 10 mai dans ma commune. Je ne veux pas cautionner une loi partielle et partielle et extrêmement clivante. Je ne veux pas cautionner un discours, une mémoire tournée vers la repentance. J'ai 30% d'électeurs FN qui votent dans ma communauté. Je ne veux pas avoir de problème supplémentaire.»

Demande de Christophe CHODATON, « *La Fondation doit trouver le moyen, d'impliquer de gré ou de force les maires et les collectivités locales. Cela devrait être une sorte de 14 juillet en France* ».

3. La création et le développement des associations grâce à un soutien financier

Les participants attendent de la Fondation qu'elle permette à leurs associations de se développer. Que la Fondation les aiguille dans les différentes démarches qu'elles ont à accomplir. Que la Fondation crée un fonds destiné à la création contemporaine et à la création des jeunes. Cela permettrait aux associations d'être dans un processus créatif toute l'année, pour une présentation le jour des commémorations, par exemple.

Enfin, les associations attendent, avant tout, une aide financière nécessaire à leur survie et à leur développement. Tous les représentants associatifs qui se sont exprimés ont exposés leurs difficultés financières et prédits la mort de leurs groupements, ou du moins, de leurs actions, sans aide supplémentaire.

4. Un réseau et un label

La mise en place d'un label permettrait aux associations de gagner en visibilité, en crédibilité et en « *légitimité* », reprend Loïc LAPLANE. Cela, après que tous les participants se soient accordés sur la nécessité de cette mise en place.

Les participants se sont également entendus sur le constat suivant : le manque de réseau. Ils demandent ainsi à la Fondation de constituer un réseau d'experts, d'historiens, d'artistes, etc. Un vivier dans lequel ils pourraient puiser des intervenants pour leurs manifestations et les différentes actions qu'ils mènent.